

... probation du Grand-Vizir, recettes et dépenses ne sont portées sous aucune forme à la connaissance des contribuables. Ceux-ci ignorent tout de l'importance des ressources et de leur utilisation. Tout au plus savent-ils assez vaguement que les deux tiers environ du budget s'envoient en distribution de secours, près de Huit cent mille francs par an paraît-il. Le budget, soit avant, soit après son approbation par le Grand-Vizir ne décrétait-il pas être publié, pour permettre certaines suggestions, certaines propositions ? Un emploi plus judicieux des ressources communales peut en résulter. Ce serait en tout cas pour les contribuables une preuve de considération, qu'ils estiment mériter d'autant plus que d'une part ils sont loin d'être dénués d'intelligence et d'ingéniosité et que d'autre part en alimentant ce budget alors qu'ils paient par ailleurs leurs impôts comme tous les autres habitants du Maroc, ils consentent un sacrifice supplémentaire.

En résumé et sur le chapitre de l'organisation de la Communauté il faudrait :

1° Appliquer le Dahir du 22 Mai 1918 quant à l'établissement des listes de notables.

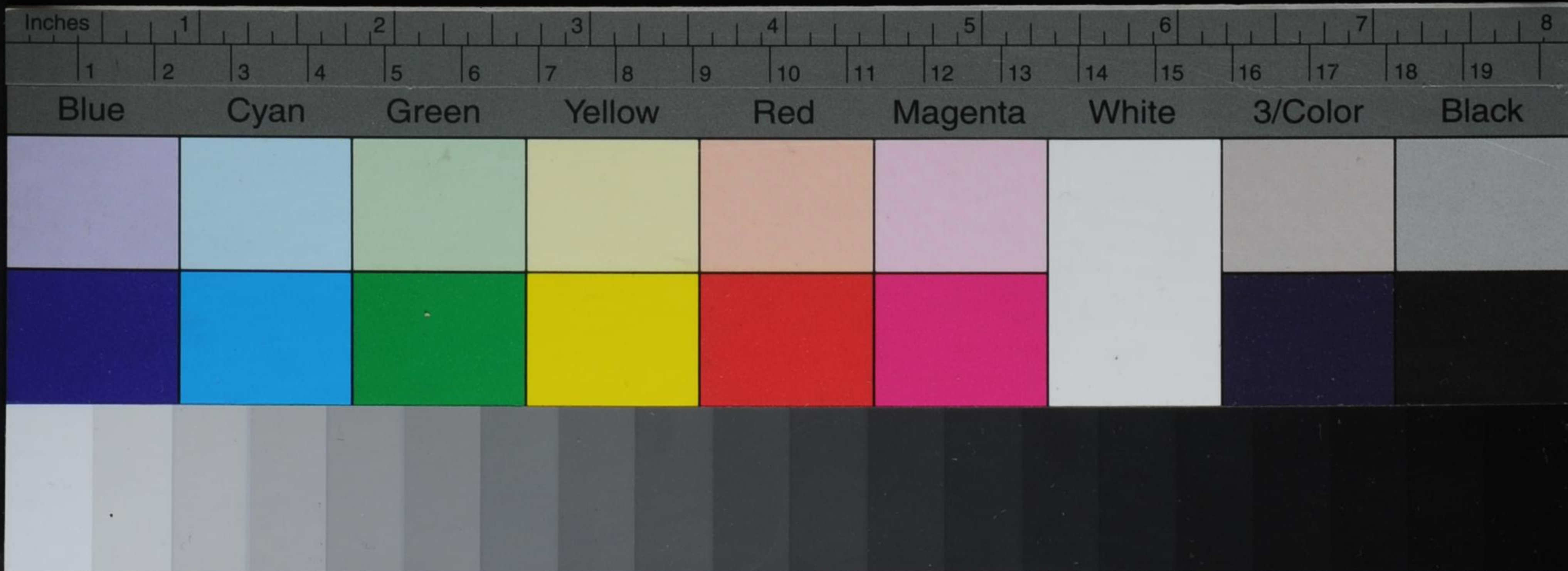
2° Instituer sous une forme à déterminer (au besoin par voie d'affichage dans les synagogues) la publicité du budget de la communauté.

---:---:---:---:---

Ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, le président du Comité de la Communauté doit, aux termes du dahir organique, être choisi par ses collègues du Comité et ce choix soumis à la ratification du Grand-Vizir.

En fait, à Casablanca, et depuis l'origine, M. Yahia Zagury est le Président pour ainsi dire inamovible du Comité de cette ville. Quels que puissent être les qualités et les mérites de l'intéressé une situation aussi immuable n'est pas sans inconvénient.

Fréquemment et de toutes parts se fait jour cette constatation que ces conceptions quant à l'administration de l'importante communauté de Casablanca sont en quelque sorte cristallisées. Par ailleurs sa qualité de fonctionnaire l'a empêché, de son propre aveu, en de



.. multiples circonstances, d'être auprès des pouvoirs publics l'interprète des besoins et des aspirations de ses coreligionnaires.

Toutes les démarches faites auprès de lui pour l'amener à abandonner cette manière de voir sont demeurées vaines "Je suis avant tout un fonctionnaire discipliné, aime-t-il à dire". Or la discipline n'exige pas un défaut de contact entre les autorités et la Communauté.

On peut même dire sans exagération qu'il y a défaut de contact entre M. Zagury et ses propres administrés, découragés par son attitude de perpétuelle abstention.

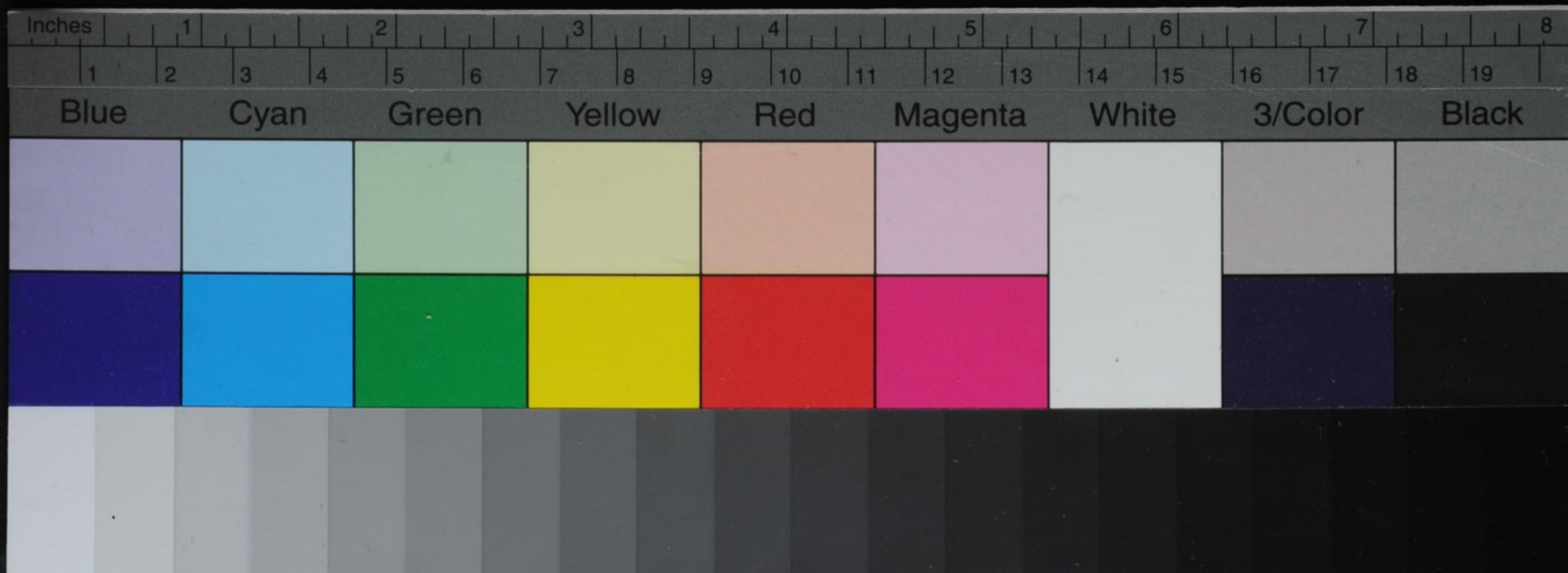
Il est de l'intérêt des pouvoirs publics comme des membres de la communauté de Casablanca, que le Comité soit présidé un particulier, qui apportera dans ses communications et dans ses démarches une franchise qui est la condition primordiale des décisions qui seront prises en définitive par l'autorité. Celle-ci a besoin d'être constamment et exactement renseignée sur les tendances et les courants qui se manifestent dans un milieu de 40.000 âmes, quitte à favoriser les uns et à brider les autres.

L'état de choses actuel ne peut se perpétuer sans aggravation d'un d'un malaise que tous déplorent. Mais en se débarrassant de sa qualité de Président de la Communauté de Casablanca, M. Zagury doit conserver ses fonctions d'Inspecteur des Institutions Israélites, auprès desquelles il remplira le rôle de Commissaire du Gouvernement. Sa longue expérience des questions juives marocaines, comme sa connaissance des sciences hébraïques lui permettront d'être pour ce dernier un conseiller sûr et précieux.

III.- LA QUESTION DES ECOLES

Israël, a-t-on dit, est le peuple du livre. Dans la plus pauvre échoppe, dans la plus humble demeure, on trouve toujours un livre, source de lumière et aussi de consolation.

Le Juif a pour l'instruction un penchant émouvant. Chaque année les parents, jamais résignés, assaillent avec véhémence les écoles pour y caser leur progéniture, persuadés à juste titre que sans



.. instruction l'enfant ne sera jamais qu'une épave dans la cité.

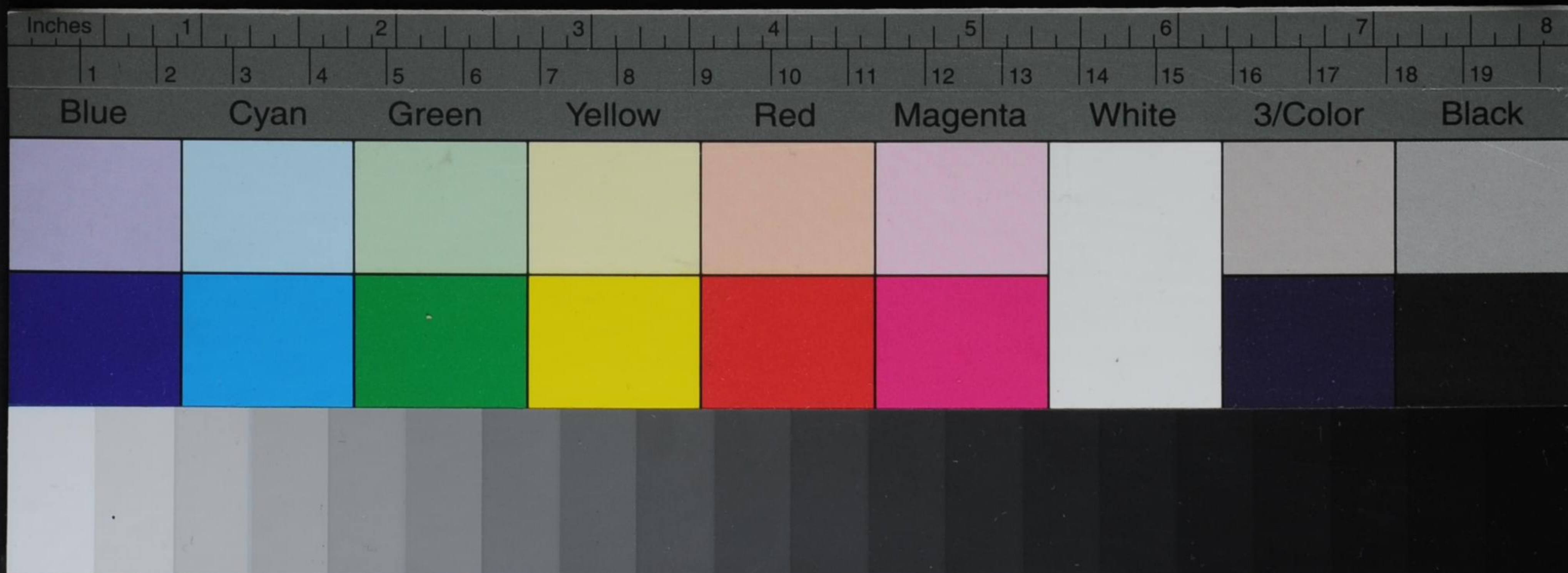
L'enseignement est dispensé aux juifs marocains non point directement par l'Etat (exception faite pour un groupe scolaire franco-israélite qui subsiste à Casablanca d'une ancienne organisation dépendant du Protectorat) mais indirectement et par l'entremise de l'Alliance Israélite Universelle avec laquelle il a passé il y a une dizaine d'années une convention accordant à cette association une subvention proportionnelle à l'effectif scolaire, soit 200 francs par élève et par an.

L'Alliance entretient et dirige au Maroc 42 écoles juives comportant un effectif total de 15.000 élèves en chiffres ronds. Casablanca compte trois groupes scolaires :

Groupe Narcisse Leven	Garçons	996
	Filles	1119
Groupe Moïse Nahon (Mixte)	811 élèves	
Ecole de la Place de Verdun	750 garçons .	

Ces chiffres dénotent l'effort accompli depuis l'instauration du Protectorat, en particulier grâce à M. Gotteland directeur général de l'enseignement public. De son côté l'alliance a délégué au Maroc un homme d'une rare activité, M. Semach. Cependant cet effort, auquel la Communauté de Casablanca n'a pas hésité à s'associer financièrement, soit en contribuant à la construction des écoles, soit en leur servant des subventions annuelles (250.000 francs par an), est loin de répondre aux besoins de la population. A l'heure actuelle 3.000 enfants des deux sexes courent les rues à Casablanca, livrés aux dangers et aux pernicieuses exemples qu'elles recèlent, et cela faute de place dans les écoles existantes. Chaque année, en octobre, la rentrée des classes est un drame. Les portes des écoles sont prises d'assaut. Les classes de 60 et 80 élèves ne sont pas rares. Impossible d'augmenter l'effectif. L'enfant retournera au ruisseau.

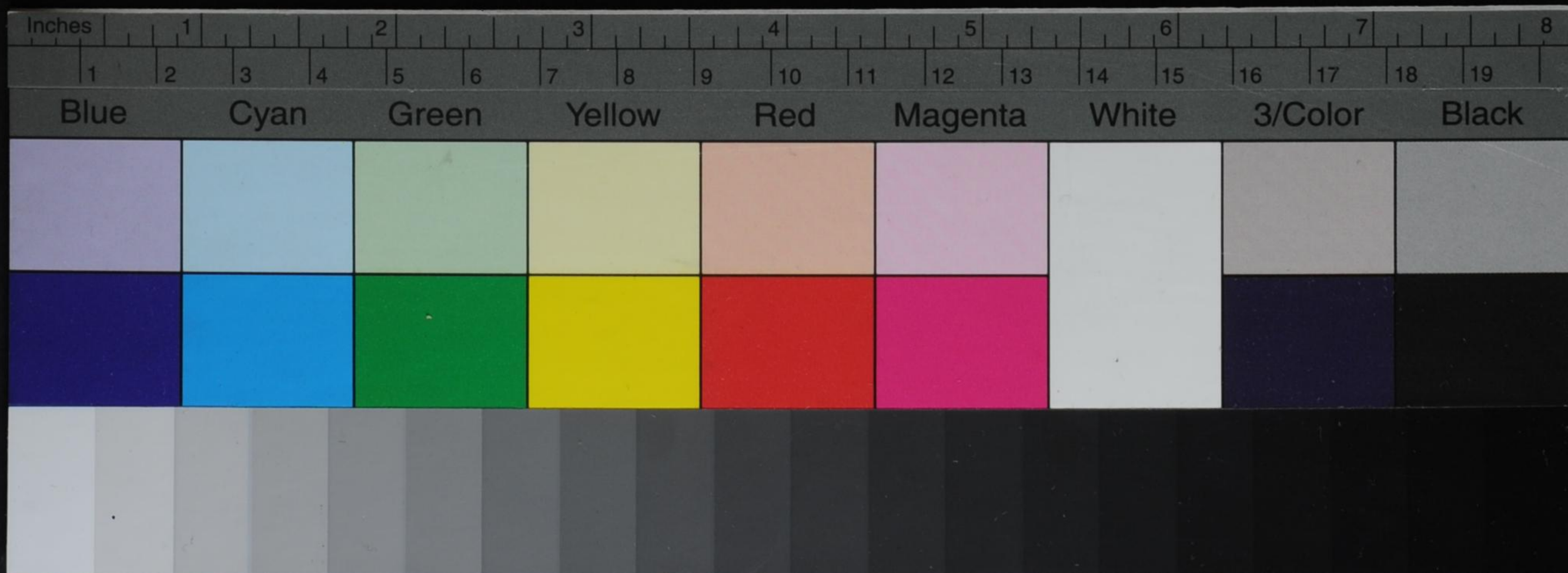
Quelle place pourront bien occuper demain dans la cité ces milliers d'enfants illétrés, desœuvrés ? On se le demande avec



... angoisse. Tous ne pourront pas vendre des cacahuètes ou offrir des lames de rasoir à la terrasse des cafés. Alarmée par danger qui pèsera lourdement sur ses destinées, la Communauté se tourne vers l'Alliance israélite, qui elle même envahie par d'autres soucis en Allemagne, en Pologne, en Roumanie, leur déclare qu'elle partage son inquiétude, mais qu'elle est hors d'état d'y mettre fin. Et de fait le dernier budget de l'Alliance accuse un déficit de 1.500.000 francs. A chacun de leur congrès, les Associations d'Anciens Elèves de l'Alliance, évoquent le problème des écoles, élèvent protestation, sur protestation, émettant chaque fois le vœu que de nouvelles écoles soient construites. Aux démarches de M. Semach, délégué de l'Alliance, la Direction de l'Enseignement oppose les difficultés budgétaires. Celles-ci ne semblent pas près de prendre fin. En attendant aujourd'hui 3.000 enfants et d'année en année davantage selon toute probabilité, continueront à croupir dans l'ignorance. Une telle situation avec les perspectives qu'elle comporte, ne saurait se perpétuer.

Par ailleurs la formule de l'enseignement dispensé par le canal de l'Alliance semble devoir être maintenue, bien qu'elle suscite cette critique que l'enfance juive est ainsi élevée complètement à l'écart des enfants de nationalités diverses qui fréquentent les écoles primaires du Protectorat et que par suite l'œuvre de rapprochement et d'entente entre les éléments de la population ne s'en trouve pas favorisée.

La formule de l'Alliance est en effet et de beaucoup la plus économique, et cette seule considération suffit à l'heure actuelle. Au surplus l'Alliance, dont l'éloge n'est plus à faire, apporte dans l'accomplissement de sa mission des soins et un dévouement qui commandent la reconnaissance. Chaque année les résultats des examens témoignent de la qualité des efforts du corps enseignant, qui malgré des traitements très réduits par rapport à ceux accordés aux instituteurs des écoles franco-israélites du Protectorat, se consacre à sa tâche avec une complète abnégation.



Bien que l'œuvre de l'Alliance Israélite Universelle ait pour devise la permanence du judaïsme, on a pu dire très justement par ailleurs que les foyers d'instruction allumés par elle ont été autrefois de foyers d'influence française. Le français a été enseigné au Maroc par l'Alliance depuis 1862, date à laquelle elle créait à Tétouan une école ouverte indistinctement aux chrétiens, aux musulmans et aux Juifs.

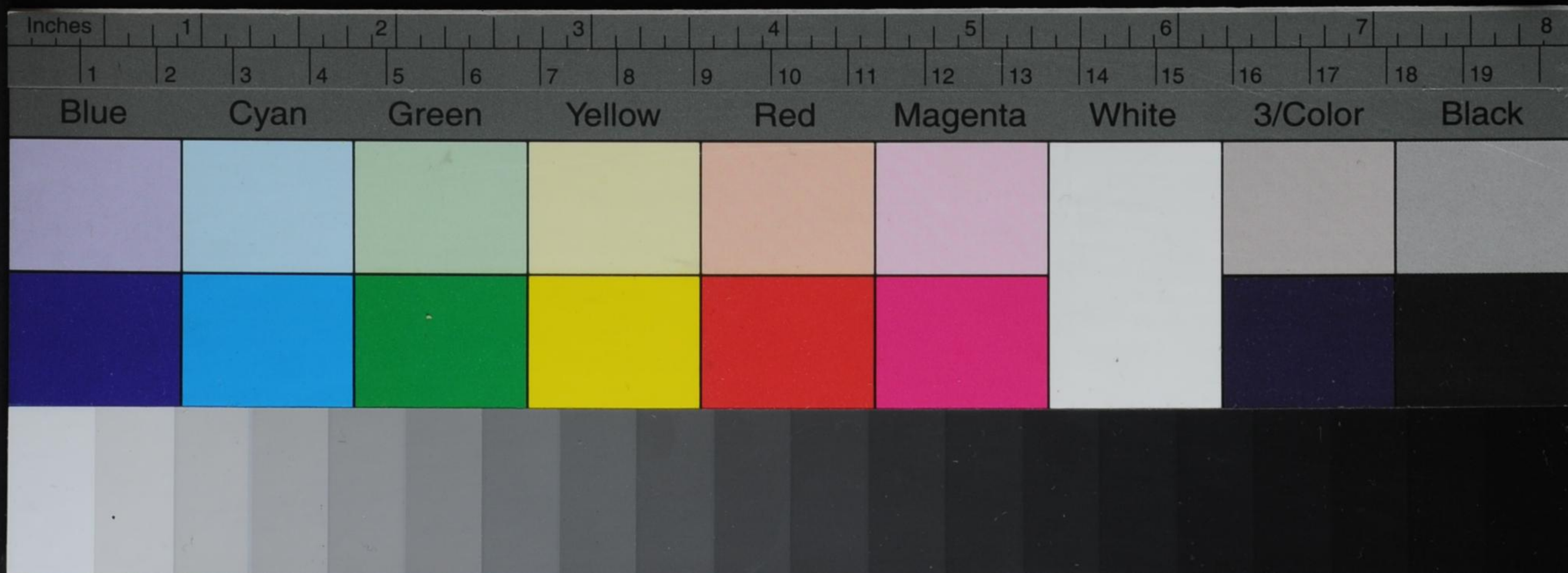
De tels mérites ne peuvent pas ne pas être reconnus, à telle enseigne que lorsque, au Conseil du Gouvernement à Rabat, Me Motion, délégué de Taza au 3ème collège, se laissa aller il y a quelques années à une diatribe contre l'Alliance, ses collègues furent unanimes à s'élever contre un tel langage, inspiré par la passion politique, et la subvention accordée par l'Alliance fut votée sans la moindre hésitation.

IV .- L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Le placement de la jeunesse sortie des écoles constitue pour les israélites marocains une préoccupation obsédante. Aux difficultés communes à tous les éléments de la population et consécutives à la crise mondiale, s'ajoute cette particularité que les emplois administratifs les plus modestes sont absolument fermés à leur activité. Bien que considérés comme marocains, ils sont systématiquement écartés des postes auxquels peuvent prétendre leurs concitoyens musulmans.

Or tous ne peuvent pas être employés de commerce, courtiers ou marchands ambulants. On leur fait d'ailleurs souvent et assez durement le grief de travailler au rabais, dans les banques ou les maisons de commerce, comme s'ils acceptaient de gaieté de cœur des salaires réduits. Si un reproche peut être formulé en l'occurrence il s'adresse plutôt aux employeurs, qui eu égard à la pléthore des candidats ont beau jeu pour imposer des conditions presque inhumaines.

En présence de l'encombrement des débouchés habituels, la Communauté de Casablanca s'est avisée de canaliser la jeunesse vers des métiers manuels. L'initiative privée a créé en 1930 une école professionnelle, installée à côté du groupe scolaire Narcisse Leven,



... boulevard Moulay Youssef, et les 120 apprentis qu'elle compte à l'heure actuelle reçoivent l'instruction primaire en alternance avec le travail du fer et du bois. Une section de tailleurs d'habits a été adjointe à ces deux branches.

Ces apprentis reçoivent à midi un repas gratuit à la cantine de l'Aide Scolaire. Des primes sont allouées annuellement aux élèves les plus méritants. Déjà quelques uns d'entre eux, l'apprentissage terminé, ont trouvé place dans les industries locales, gagnant honorablement leur vie et subvenant aux besoins de leur famille.

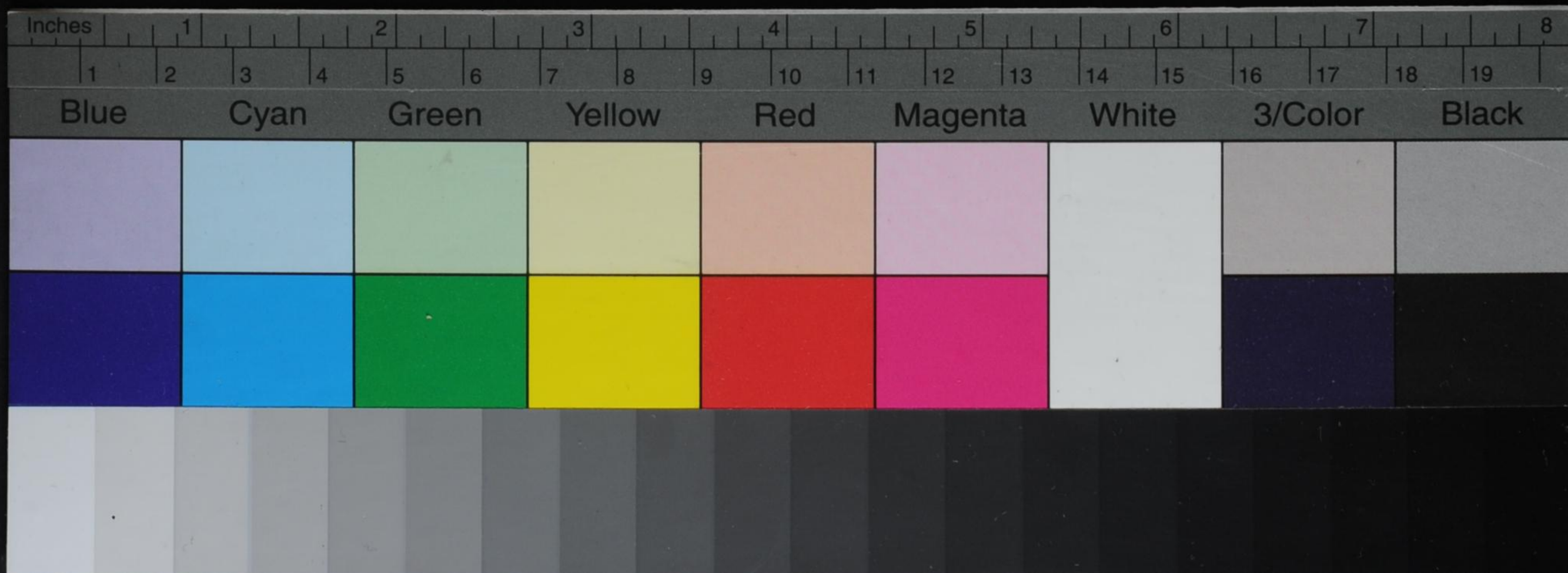
L'entretien de cette école professionnelle est assuré depuis quatre ans par l'Etat, qui a compris tout l'intérêt que cette oeuvre présente pour le relèvement du judaïsme marocain.

Il serait injuste de ne pas signaler qu'avant même que la communauté de Casablanca se fut attaquée à la question de l'enseignement professionnelle, l'Association des Anciens Elèves de l'Alliance avait fondé une oeuvre d'apprentissage qui fonctionne encore et qui a pour objet le placement de jeunes gens dans les divers ateliers de Casablanca. Ce système permet à moindres frais mais avec des résultats plus lents et une formation technique moins bonne que celle qui est reçue à l'école, de former des ouvriers dans plus de vingt corps de métiers, depuis les imprimeurs jusqu'aux bourreliers, en passant par les cordonniers, les électriciens et les marbriers, alors que l'école professionnelle n'apprend, comme on l'a vu, que les métiers de forgeron, de menuisier et de tailleur.

L'association des anciens Elèves pour aider ses pupilles pendant la période d'apprentissage, leur verse une allocation mensuelle de 25 francs.

L'oeuvre est donc des plus méritoires et appelle les meilleurs encouragements.

On s'est aussi préoccupé de guider les jeunes gens vers le travail des champs. L'exemple de la Palestine où les fermes créées dans les conditions matérielles les plus difficiles par les pionniers juifs, font l'admiration des visiteurs, a suffisamment prouvé que l'inaptitude du juif aux travaux de la terre est une légende



... malveillante et que placé dans une situation normale, c'est-à-dire débarrassé de l'ostracisme qui le confinait dans le commerce et la banque, le juif est capable de tirer du sol sa subsistance.

Il est à souhaiter que le juif marocain soit franchement orienté vers l'agriculture, la maraîchage, l'horticulture, l'arboriculture, en un mot vers tous les travaux de la terre. Le Maroc est vaste et peut admettre une collaboration juive pour la mise en valeur de son sol aux larges possibilités. Aucun moyen, si partiel soit-il, de remédier au chômage qui sévit et à celui, plus intense peut-être, qui s'annonce pour cette jeunesse, ne doit être négligé; sinon on court au devant d'une singulière aggravation du paupérisme et d'une augmentation inquiétante du nombre des déclassés, avec tous les risques qu'une telle situation comporte.

Du côté des jeunes filles, que la misère pousse trop souvent à la prostitution clandestine, il y a aussi un effort à faire par l'organisation d'ateliers plus nombreux (il en existe quelques-uns dans les écoles de filles de l'Alliance) de couture, de broderie, par la création d'une école ménagère, qui rendrait aux maitresses de maison les plus grands services.

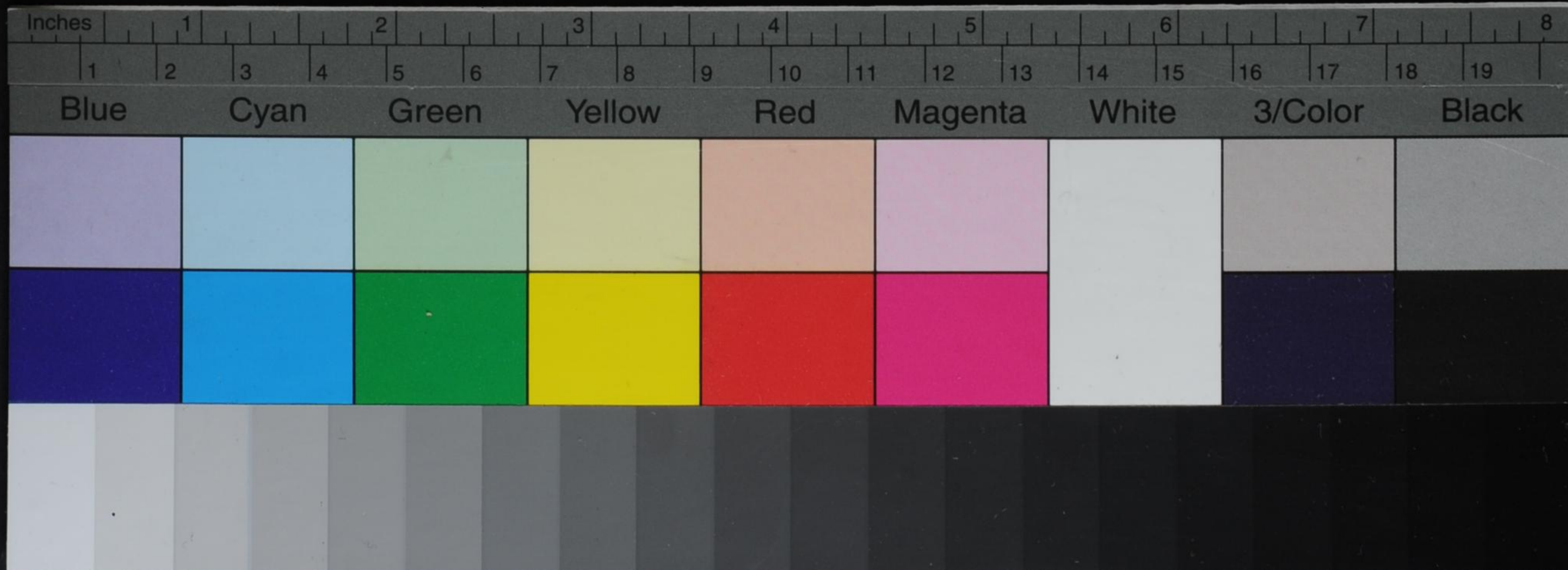
Signalons enfin que plusieurs jeunes filles juives, après avoir suivi les cours de la Croix Rouge (Union des Femmes de France) sont actuellement infirmières, attachées à des médecins ou à des cliniques et semblent donner toute satisfaction dans cet emploi.

V.- LES TAUDIS

Tous les Israelites qui peuvent le faire délaissent de jour en jour le Mellah pour occuper des logements ou des villas dans les quartiers européens, cet exode ayant été d'une part imposé en partie par la démolition de la partie du Mellah donnant sur la Place de France, d'autre part, facilité par la baisse notable des loyers.

Mais la plus grosse tranche de la population, pauvre ou même misérable, continue à habiter le Mellah par nécessité, dans des conditions de salubrité et d'hygiène qui sont la honte de Casa-

./.....



-blanca, ville ultramoderne par ailleurs; et cela au même titre que les Bidonvilles.

Aucune description ne peut donner une idée exacte des taudis infectes dans lesquels s'entassaient hommes, femmes et enfants, dans une promiscuité dégradante, deux familles se partageant quelque fois la même pièce de quelques mètres carrés, qui est payée de 45 à 50 frs par mois au propriétaire, musulman ou israélite.

Privés du tout à l'égout et de l'eau courante, les malheureux locataires vivent dans la crasse et la vermine. Les ruelles elles-mêmes sont d'une saleté repoussante et jusque dans l'après midi les ordures, disséminées, empestent l'atmosphère. C'est le "fumier de Job" dans toute sa splendeur. Le visiteur passe alternativement de l'indignation au dégoût.

Comment une telle situation peut-elle se perpétuer, au voisinage de la Place de France, à 300 mètres de la Place Lyautey avec ses beaux palais administratifs ?

La suppression des taudis n'est-elle pas une question qui intéresse toute la ville ? Il ne s'agit pas ici d'urbanisme, mais de santé publique collective. Dans le Mellah, ainsi juxtaposé à la ville européenne, la tuberculose, sans compter la syphilis, le trachome et autres agents devastateurs issus de la misère physiologique et de la saleté, font d'effrayants ravages. Des familles entières sont décimées par le terrible fléau. Qui dira la répercussion inévitable de cet état de choses sur la population européenne ? La campagne 1936 du timbre anti-tuberculeux s'est faite sous le cri : "Guerre aux taudis" et le conférencier officiel de la Ligue Antituberculeuse à Casablanca, le Docteur Thierry, membre de la Commission Municipale, proclamait qu'à la base de la lutte engagée contre ce mal se posait, impérieuse, primordiale, la suppression des taudis, sans laquelle tous les efforts et tous les sacrifices seraient absolument vains.

Une aussi triste situation a déjà à plusieurs reprises retenu l'attention des notables de la communauté, qui, à seule fin de déclencher l'action de la Ville de Casablanca, ont réussi il y a deux ans, et non sans peine, à mettre sur pied une société anonyme au capital

